

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Embargo 00.01 BST 28 juillet 2011

### **Côte d'Ivoire: Un climat de peur empêche le retour des personnes déplacées**

Les forces de sécurité gouvernementales et une milice soutenue par l'État ont créé, en Côte d'Ivoire, un climat de peur qui empêche des centaines de milliers de personnes déplacées suite aux violences post-électorales de retourner chez elles, affirme Amnesty International dans un rapport publié aujourd'hui.

Le rapport intitulé : *“Nous voulons rentrer chez nous, mais nous ne pouvons pas” Insécurité et personnes déplacées en Côte d'Ivoire : une crise persistante*, décrit comment les homicides et les attaques commises par les forces de sécurité gouvernementales (FRCI) et une milice composées de Dozos (chasseurs traditionnels) à l'encontre de personnes ciblées en raison de leur appartenance ethnique empêchent les personnes déplacées de quitter la sécurité toute relative offerte par les sites qui les accueillent de manière temporaire.

« Cette impasse qui empêche plus d'un demi-million de personnes de regagner leurs foyers ne peut plus être tolérée » a déclaré Gaëtan Mootoo, chercheur d'Amnesty International sur l'Afrique de l'ouest.

« Les autorités doivent mettre en place une chaîne de commandement bien établie et démanteler les milices qui, malgré la fin du conflit, continuent de propager la peur parmi les populations ».

Le rapport d'Amnesty International montre comment les forces de sécurité gouvernementales (FRCI) et les Dozos continuent à perpétrer des homicides et à prendre pour cible des personnes uniquement en raison de leur appartenance ethnique, même après l'investiture du Président Alassane Ouattara.

Les Dozos semblent prendre pour cible notamment le groupe ethnique des Guérés qui sont considérés comme étant des partisans de l'ancien Président Laurent Gbagbo. Les hommes jeunes qui ont l'air d'être « costauds » courent un risque particulier d'être la cible d'attaques car ils sont présumés avoir été membres des milices pro-Gbagbo.

À Duékoué, dans le quartier Carrefour, où des centaines de civils ont été tués à la fin du mois de mars 2011, quelques Guérés ont osé retourner chez eux. Ceux qui ont regagné leur maison ont raconté à Amnesty International que des combattants dozos armés roulaient désormais fréquemment à moto sur la rue principale du quartier. Un habitant a dit à Amnesty International:

« Ils n'ont pas besoin de faire autre chose. Ils n'ont même pas besoin de descendre de leur moto. Le simple fait de venir ici aussi souvent avec leurs armes suffit pour nous maintenir dans la crainte. C'est ce qu'ils veulent. »

Amnesty International est particulièrement préoccupée par le « rôle de maintien de la sécurité » que les forces officielles (FRCI) ont confié aux Dozos. Des Dozos armés assurent la surveillance de postes de contrôle sur les routes principales de l'ouest de la Côte d'Ivoire dissuadant ainsi les personnes déplacées de retourner chez elles.

« La liberté avec laquelle les Dozos agissent désormais montre que leur comportement est toléré ou est même encouragé par les FRCI » a déclaré Gaëtan Mootoo.

« Le Président Ouattara et le Premier ministre Guillaume Soro doivent s'atteler à créer une force de sécurité impartiale qui puisse assurer la protection de tous les citoyens ivoiriens quel que soit le groupe ethnique auquel ils appartiennent » a ajouté Gaëtan Mootoo.

Durant les mois de violences qui ont suivi l'élection présidentielle contestée en Côte d'Ivoire, des violations graves aux droits humains, y compris des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, ont été commis aussi bien par les forces loyales à Alassane Ouattara que par celles fidèles à Laurent Gbagbo.

Amnesty International a relevé qu'au cours de leur retraite d'Abidjan et durant leur fuite vers le Liberia début mai 2011, les mercenaires libériens et les milices pro-Gbagbo ont tué des dizaines de partisans avérés ou supposés d'Alassane Ouattara. La majorité de ses personnes appartenaient à la communauté dioula, qui est considérée comme étant favorable à Alassane Ouattara.

Un dioula a raconté à Amnesty International comment les mercenaires libériens avaient tué 24 personnes au village de Godjiboué (sud-ouest d'Abidjan) le 6 mai 2011 :

« Au moment de leur arrivée, les villageois ont été pris de panique. Chacun se cherchait, les gens ont couru pour aller en brousse. Mon père, qui était vieux et ne pouvait pas courir vite, s'est réfugié dans une maison. Les mercenaires l'ont poursuivi et l'ont abattu, lui ainsi qu'une autre personne ».

Amnesty International appelle le Président Ouattara à mettre en place, de manière urgente, un plan d'action global afin de rétablir la sécurité dans l'ensemble du territoire afin de créer les conditions d'un retour sûr et durable dans leurs foyers des personnes déplacées et des réfugiés. Cela doit inclure un programme efficace de désarmement, démobilisation et réinsertion des milices et autres forces irrégulières.

Étant donné que les forces de sécurité et les Dozos commettent actuellement des violations des droits humains, Amnesty International salue la décision de l'ONUCI d'établir huit camps militaires dans l'ouest du pays afin de remplir de manière plus efficace leur mandat de protection de la population civile.

« Les graves conséquences de cette récente vague d'insécurité et de déplacements de populations doivent être rapidement résolues, sinon elles porteront atteinte aux efforts de réconciliation menés dans un pays déchiré par une décennie de conflits ethniques et violents », a affirmé Gaëtan Mootoo.

## AMNESTY INTERNATIONAL PRESS RELEASE

Embargoed for 00.01 BST 28 July 2011

### Côte d'Ivoire: Climate of fear stopping return of displaced people

Côte d'Ivoire security forces and a state-backed militia are creating a climate of fear that is preventing hundreds of thousands of people displaced by post-election violence from returning to their homes, Amnesty International said in a report released today.

*"We want to go home, but we can't"* Côte d'Ivoire's continuing crisis of displacement and insecurity describes how ethnically targeted killings and attacks by the government security forces (FCRI) and a militia composed of Dozos (traditional hunters) have left the population unable to leave the relative safety of temporary camps.

"The stalemate that is keeping more than half a million people from their homes cannot be allowed to continue," said Gaëtan Mootoo, Amnesty International's West Africa researcher.

"The authorities must act to establish a clear chain of command and disband militia groups who, despite the end of the conflict, continue to spread fear among the population."

Amnesty International's report details how government security forces (FCRI) and the Dozo continued to

kill and otherwise target people solely because of their ethnic group even after the inauguration of President Alassane Ouattara.

The Dozo appear to target the Guéré ethnic group, who are perceived to be supporters of former President Laurent Gbagbo. Particularly at risk are young, physically fit men who are considered likely to

have been members of pro-Gbagbo militia groups.

In Duékoué's Carrefour area, where hundreds of civilians were killed at the end of March 2011 very few

Guéré have dared return to their homes. Those who have returned told Amnesty International that armed Dozo fighters on motorcycles now frequently ride up and down the main street of the area.

One resident said:

"They don't have to do anything more than that. They don't even have to get off their motorcycles. Just coming through as often as they do with their arms is enough to keep us afraid. That is what they want."

Amnesty International is concerned by the "security role" given to the Dozo militias by the official FCRI forces. Armed Dozos are manning checkpoints on major roads in west Côte d'Ivoire which is deterring displaced people from returning home.

"The freedom with which the Dozos now operate indicates that their actions are tolerated or even instigated at the request of the FCRI," said Gaëtan Mootoo.

"President Ouattara and Prime Minister Guillaume Soro must work hard to create a security force that is impartial and who can protect all Ivorian citizens regardless of their ethnic group," said Gaëtan Mootoo.

During the months of violence that followed disputed Presidential elections in Côte d'Ivoire serious

human rights violations, including crimes against humanity and war crimes, were committed by both forces loyal to Ouattara and Gbagbo.

Amnesty International found that Liberian mercenaries and pro-Gbagbo militia fighters were responsible for killing dozens of real or alleged supporters of Ouattara when they retreated from Abidjan and headed

to Liberia in early May 2011. Most of these people belonged to the Dioula community, who are considered loyal to Alassane Ouattara.

One Dioula survivor told Amnesty International how Liberian mercenaries killed 24 people in the village

of Godjiboué (south-west of Abidjan) on 6 May 2011:

“When they arrived the villagers were panicking, every one was trying to escape and run into the bush. My father, who was old and couldn’t run quickly, took refuge in a house. The mercenaries chased him and shot him dead as well as another person.”

Amnesty International is calling on President Ouattara to urgently develop a comprehensive plan of action for establishing security throughout the country that will allow the safe return of displaced persons and refugees. This includes the effective demobilization and disarmament of militia members and other irregular forces.

Given that government security forces and the Dozos are currently committing human rights violations, Amnesty International welcomes the decision of the United Nations Operation in Côte d’Ivoire (UNOCI)

to establish 8 military camps in the west to enable it to better fulfil its mandate of protecting civilians.

“The very serious consequences of the recent wave of insecurity and displacement must be addressed

promptly or they will undermine efforts to promote reconciliation in a country torn apart by a decade of ethnic strife and violent conflict,” Gaëtan Mootoo said.